



## COMMUNIQUE

Ce 14 juin, les sections syndicales **CGT Finances Publiques**, **FO DGFIP** et **Solidaires Finances Publiques** de l'Essonne appelaient les agents de l'Essonne à être en grève et à participer :

- ⇒ **Au rassemblement à la direction de l'Essonne le matin, pour revendiquer :**
- l'arrêt des suppressions d'emplois et le pourvoi de tous les postes vacants,
  - l'arrêt des restructurations et des fermetures de trésoreries,
  - l'abandon de PPCR et du RIFSEEP qui menacent notre statut, nos rémunérations, notre régime indemnitaire,
  - le refus des orientations du Directeur Général, détaillées dans sa note intitulée « Les grandes lignes directrices de la DGFIP », qui menacent plus encore nos missions, le maillage territorial de la DGFIP et nos règles RH (notamment),
  - une inflexion de la direction qui doit entendre et prendre en compte les revendications des personnels portées par leurs représentants syndicaux dans les CTL, ce qui n'est manifestement pas le cas dans notre direction qui passe en force toutes les restructurations soumises à « concertation ».
- ⇒ **A la manifestation nationale interprofessionnelle l'après-midi à Paris pour le retrait de la loi Travail El Khomri.**

**12,82 % des agents de la DDFiP de l'Essonne étaient en grève ce mardi, et plus de 50 collègues ont participé au rassemblement à la direction.**

Sous les appels des agents rassemblés « Mme NOITON, à l'accueil ! », « La direction, à l'accueil ! », M. VALERIE et Mme DESBOIS sont descendus dans le hall, excusant la Directrice retenue à une réunion régionale ! Cette absence illustre bien le peu d'égard de notre Directrice vis-à-vis de ses agents et de leurs représentants !

Néanmoins, les directeurs présents, après avoir écouté les représentants et les agents, ont répondu aux revendications exprimées, en bottant en touche sur la plupart pour motif de non compétence car du ressort de la DG voire du ministère : « ce sont des décisions politiques... c'est la démocratie » !

### « La démocratie ? »

- > c'est le passage en force de PPCR, contre le vote majoritaire contre des organisations syndicales représentatives de la fonction publique ?
- > c'est le passage en force de toutes les restructurations, fermetures de services, de trésoreries, en Essonne ?

> c'est le passage en force de la loi El Khomri avec l'article 49-3 ?

Alors que plus d'un million de salariés, du public et du privé, manifestaient ce 14 juin contre cette loi Travail rejetée par plus de 70 % de la population, le gouvernement refuse de retirer sa loi, et menace même d'interdire les prochaines manifestations sur Paris !

Les agents de l'Essonne, avec leurs organisations syndicales, ne sont pas dupes de l'utilisation outrancière qui en est faite aujourd'hui la démocratie piétinée au gré des besoins politiques !

**MAIS RIEN N'EST JOUE ! Ce que la loi fait, la loi peut le défaire (rappel : le CPE) ! Restons mobilisés jusqu'à satisfaction de nos revendications, jusqu'au Retrait de la Loi El Khomri !**



